

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 31/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TEINTURE DE SAINT JEAN xx**

5 avenue VICTOR HUGO  
69550 ST JEAN LA BUSSIÈRE

Références : UD-R-CTESSP-22-297-SP  
Code AIOT : 0006103760

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement TEINTURE DE SAINT JEAN implanté 5, avenue VICTOR HUGO 69550 ST JEAN LA BUSSIÈRE. L'inspection a été annoncée le 27/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contexte de la visite porte sur les suites des précédentes inspections.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEINTURE DE SAINT JEAN
- 5, avenue VICTOR HUGO 69550 ST JEAN LA BUSSIÈRE
- Code AIOT : 0006103760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Teinture de Saint Jean est autorisée à exploiter son activité de teinturerie dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié en dernier lieu le 25 mars 2020 pour la surveillance des rejets aqueux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites des visites précédentes

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Bassin de rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 4.8.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Conditions de stockage produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 4.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Odeur et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Stockage de déchets	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 points 5.3.1 et 5.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Lavage de fûts	Décret du 03/03/2014, article n°2014-285	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Poussières et émissions irritantes	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etude technico-économique relative à la réduction de certaines substances	AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4	/	Sans objet
4	Exercice évacuation incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 1er	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la non-conformité relative au bruit, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005.

Concernant la non-conformité relative au confinement des eaux d'extinction, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions du point 4.8.4 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005.

Concernant la non-conformité relative au stockage de déchets, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des points 5.3.1 et 5.3.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Poussières et émissions irritantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières et émissions irritantes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le constat 1 du rapport n°UD-R-CTESSP-22-N°68-LO demande à l'exploitant pour le prochain contrôle des rejets atmosphériques de faire réaliser l'analyse des rames 1 et 5 au niveau des cheminées qui n'ont pas fait l'objet de mesure lors du dernier contrôle.
<b>Constats :</b> Par courrier du 3 juin 2022, l'exploitant a confirmé que le prochain contrôle prévu fin 2023 sera réalisé au niveau des cheminées des rames 1 et 5 qui n'ont pas fait l'objet de mesure fin 2020 (cheminées jumelles reliées au même séchoir).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
	Ba (1) entre 35 et 45 dBA	Ba (1) supérieur à 45 dBA
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	6	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	4	3

(1) Ba = Bruit ambiant : bruit total existant composé des bruits émis par toutes les sources proches et éloignées (installations en fonctionnement)

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété sont fonction du niveau de bruit résiduel. Ces niveaux de bruit doivent être tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée. Ils ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

#### Constats :

Suite à la visite du 25 janvier 2022, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure de bruits du site après analyse du rapport de mesure de bruit de Socotec du 22/11/2021 (N° D'AFFAIRE : 2110EL7P0000014). En effet, l'Inspection avait estimé que les mesures réalisées ne permettaient pas de valider que le site respecte les émergences réglementaires (cf rapport de l'Inspection "UD-R—CTESSP-22-68-LO" du 20 mai 2022).

La présente visite a eu lieu dans le cadre de la mise en oeuvre d'une nouvelle mesure de bruit du site. Plus précisément, la présente visite avait notamment pour objectif d'identifier les conditions de fonctionnement du site pendant les mesures acoustiques menées le 2 décembre 2022 de 5 h à 9 h environ et de vérifier que celles-ci ne présentaient pas d'écart avec un fonctionnement normal du site.

L'Inspection a constaté lors d'un premier tour du site (à l'intérieur des bâtiments et à l'extérieur) mené de 5h55 à 6h40, en présence de l'exploitant, que les équipements/installations suivants étaient bien en fonctionnement :

- Machines d'enroulage/déroulage ;
- Ligne d'enduction ;
- 4 Jiggers ;
- Rames n°1 et n°2 ;
- Autoclaves n°3 et n°7 ;
- Jets n°1, n°2 et n°4 ;
- Jigger haute température MCS ;
- Calandres n°2008 et 2018 ;
- Atelier visite tissu.

<p>L'Inspection ayant constaté que la rame n°5 n'était pas en service (en attente d'une opération de maintenance) et l'exploitant ayant précisé que cette rame fonctionne assez régulièrement le matin de 5h à 13h, l'Inspection a alors demandé à l'exploitant de faire fonctionner cette rame de 6h29 à 7h30, sans les brûleurs de gaz car aucun tissu n'était à traité à ce moment là et la montée en température de la machine aurait empêché l'intervention de maintenance programmée dans la matinée. A noter que ce fonctionnement temporaire de 6h29 à 7h30 de la rame n°5 a été signalé à la société Socotec effectuant la mesure de bruit.</p> <p>Lors d'une second tour du site effectué par l'Inspection à partir de 8h30, l'Inspection n'a pas constaté de différence majeure de fonctionnement du site par rapport à la période nocturne (&lt; 7 heure).</p> <p>Au regard des constats effectués lors des deux tours du site, l'un en période nocturne et le second en période diurne, l'Inspection considère que le fonctionnement du site était normal lors de la mesure de bruit réalisée.</p> <p>La rapport de mesure acoustique, n°2212ELP0000097, correspondant à la mesure réalisée pendant la présente visite, conclut à la conformité du site en période diurne mais à la non-conformité du site en période nocturne. L'émergence mesurée pendant la période nocturne a été de 7 dB pour une valeur limite réglementaire de 3 dB.</p> <p>Concernant les conditions de mise en oeuvre de la mesure de bruit, trois points de mesure ont été positionnés autour du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un point dans la zone à émergence réglementée positionné dans la chambre fenêtres ouvertes du riverain plaignant ;</li> <li>- un point en limite de site au niveau du cimetière ;</li> <li>- un point de mesure décalé pour la mesure du bruit résiduel placé sur le parking entre la mairie et l'église.</li> </ul> <p>Cette nouvelle configuration répond aux demandes de l'Inspection formulées dans son rapport "UD-R—CTESSP-22-68-LO" du 20 mai 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit mettre en conformité le site au regard des exigences du point 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005 modifié dans un délai de 6 mois. Un plan d'action permettant de répondre à cet objectif sera transmis à l'Inspection sous 2 mois.</p> <p>Au regard des enjeux, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Selon délais ci-dessus</p>

### N° 3 : Etude technico-économique relative à la réduction de certaines substances

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/03/2020, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico-économique relative à la réduction de certaines substances</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Dans un délai de 12 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico-économique complémentaire, accompagnée d'une échéance de mise en œuvre pouvant s'échelonner sur une période de 3 ans, visant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à réduire les flux émis par l'installation à un niveau inférieur aux « Flux maximal » indiqués dans le tableau ci-dessous</li> <li>• à réduire au maximum les émissions des substances dangereuses visées par un objectif de suppression marquées d'une étoile dans le tableau ci-dessous</li> </ul>

- L'étude porte également sur le paramètre hydrocarbures.

Cette étude présentera l'ensemble des éléments figurant dans la trame de l'étude technico-économique prévue par la circulaire RSDE du 5 janvier 2009 joint en Annexe 3 du présent arrêté

Flux maximums journaliers à atteindre, constituant les flux limites à respecter par l'exploitant après mise en œuvre des actions de réduction définies dans l'étude prescrite au présent article sont les suivants : (ces flux correspondent à ceux fixés au tableau du § 3.4.2.1) :

Paramètre	Code SANDRE	Flux maximal
Cu	1392	3,25 g/j
Zn	1383	8,56 g/j
Chrome	1389	18,65 g/j
Nonylphénols*	1958	0,33 g/j

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions en application des dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 02/02/1998

**Constats :**

A l'issue de la précédente visite, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de lui transmettre l'étude technico-économique précitée.

L'exploitant a transmis à l'Inspection l'étude technico-économique précitée le 25 août 2022.

Cette étude a fait l'objet d'une instruction et d'un rapport de l'Inspection daté du 17 janvier 2023 demandant une révision de cette étude.

L'instruction de cette étude technico-économique et les suites associées sont traitées indépendamment de la présente visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Exercice évacuation incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 1er

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice évacuation incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Le constat n°1 du rapport UDR-TESSP-20-N°180-ELL indique que l'exercice d'évacuation incendie de mars 2020 a été reporté compte tenu du contexte covid.

Par courriel du 28/01/2022, l'exploitant a remis à l'Inspection le dernier rapport d'évacuation en date du 24/09/2021. Il est noté en observation que les consignes ont été respectées. Le niveau de la sonnerie du bureau est à ré-ajuster car sa puissance est limitée.

**Constats :**

Par courrier du 3 juin 2022 complété par courriel du 6 décembre 2022, l'exploitant a transmis les justificatifs permettant de constater que le problème de sonnerie a été régularisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 : Bassin de rétention des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2, point 4.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de rétention des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 5700 m <sup>3</sup> . Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite, l'Inspection n'avait pas pu disposer d'éléments permettant de justifier le caractère étanche des lagunes servant de bassin de confinement des eaux d'extinction du site en cas d'accident.  Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé à la vérification de l'étanchéité de la lagune n°1 en juillet 2020 mais n'a pas transmis à l'Inspection le rapport d'intervention associé.  L'Inspection a aussi constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de préciser le fonctionnement précis des différentes lagunes et de le justifier par des plans de réseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite  <b>Demande :</b> L'exploitant doit justifier, sous 2 mois : - le caractère étanche des lagunes ; - l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident sont bien collectées dans une capacité minimale de 5700 m <sup>3</sup> . Des plans seront notamment transmis à l'Inspection pour le justifier.  Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Conditions de stockage des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2, point 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage des produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>



#### 4.8.2. - Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir.
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

#### Constats :

Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté que les produits liquides dangereux étaient stockés sur des bacs de rétention excepté un GRV d'un produit fixateur.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a précisé avoir commandé et installé en 2022 une quinzaine de nouvelles cuves de rétention afin de couvrir les besoins. L'Inspection a pu constater la présence de ces nouvelles cuves de rétention visant à couvrir les besoins du site en cuves de rétention. Toutefois, l'Inspection a constaté hors rétention deux bidons de 25 litres de peroxyde d'hydrogène à 35% ainsi que trois bidons/fûts d'huile.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Demande :** L'exploitant doit stocker tous les produits liquides susceptibles de créer une pollution des eaux sur des rétentions correctement dimensionnées.

Au regard des actions menées depuis la dernière visite, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Odeur et produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/06/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Odeur et produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant détermine les types de composants susceptibles de générer des odeurs sur son site, selon une étude basée sur l'analyse de ses fiches de données de sécurité.

Le délai est fixé à deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant met en oeuvre les actions nécessaires afin de limiter les émissions d'odeur à l'atmosphère.

**Constats :** Suite à la précédente visite, l'Inspection a prescrit par arrêté préfectoral complémentaire la réalisation des actions précitées ci-dessus.

<p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection le résultat de ses études menées dans le cadre de l'arrêté préfectoral complémentaire précité. Ces études ont été réalisées à partir des fiches de données de sécurité des produits chimiques utilisés sur le site ainsi que les quantités mises en oeuvre. A l'issue de ces études, l'exploitant a identifié l'hydrosulfite de sodium comme une source d'odeur soufrée et a procédé à des essais de substitution par un autre produit, l'HydroBlue 90, contenant nettement moins de soufre. A la date de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé à la substitution de l'hydrosulfite de sodium par l'HydroBlue 90.</p> <p>Lors de ses deux tours du site au cours de la présente visite, l'Inspection n'a pas constaté d'odeur particulièrement marquée ou anormale sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Demande :</b> L'exploitant doit transmettre à l'Inspection le rapport de synthèse de l'ensemble des études menées et de l'action de substitution mise en oeuvre visant à répondre aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectorale complémentaire du 23 juin 2022.</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Lavage de fûts

<p><b>Référence réglementaire :</b> Décret du 03/03/2014, article n°2014-285</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Lavage de fûts</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>          Contrôle du classement de la rubrique 2795 : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.</p> <p>Pour rappel l'article R511-10 du code de l'environnement prévoit que : "I. Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792."</p>
<p><b>Constats :</b>          Lors de la précédente visite du 25 janvier 2022, l'Inspection avait constaté que l'exploitant procédait au lavage des fûts à l'aide d'une machine adaptée. Il avait indiqué que les fûts lavés étaient ceux contenant les pâtes acryliques appliquées sur les tissus afin de les rendre notamment imperméables. Il avait précisé que son prestataire de déchets ne récupérerait pas les fûts contenant un reste de pâte. Le nombre de fûts lavés était d'environ 8 par jour. Le volume d'eau mis en oeuvre était relativement faible (inférieur à 20 m<sup>3</sup>) et les eaux rejoignaient les eaux usées du site.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection un rapport de connaissance en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juin 2022 relatif à l'impact du nettoyage de ces fûts au regard des composés des rejets aqueux du site actuellement autorisés. Les éléments de ce dossier indiquent notamment que le nettoyage des fûts utilise une quantité d'eau inférieure à 1,2 m<sup>3</sup>/j et le flux associé représente un pourcentage inférieur à 2% du flux de polluants du site. L'instruction de ce rapport de connaissance est en cours.</p> <p>Les suites de l'instruction de ce rapport de connaissance seront données indépendamment des suites de la présente visite.</p> <p>Au regard des premiers éléments précités sur les flux de polluants et de l'instruction en cours du rapport de connaissance, l'Inspection propose, à ce stade, de ne pas prendre de sanction relative à</p>

l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Stockage de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2005, article 2 points 5.3.1 et 5.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage de déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Point 5.3.1 :</p> <p>Toutes précautions sont prises pour que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;</li> <li>- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols) ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Point 5.3.3 :</p> <p>La durée maximale de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (&lt; 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser 5 tonnes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté, à l'Est du site, la présence de divers déchets à évacuer (films plastiques, tissus, palettes cassées, structures métalliques) stockés dans des conditions ne présentant pas un état de propreté satisfaisant et présentant un risque d'envols pour certains d'entre eux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant doit, sous 1 mois, évacuer les déchets de films plastiques, tissus, palettes cassées et structures métalliques présents à l'Est du site.</p> <p><b><u>Demande</u> :</b> Les déchets doivent être stockés dans des conditions conformes aux dispositions des points 5.3.1 et 5.3.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2005.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois